



COMMISSION DE
L'OCEAN INDIEN

Revue de presse du 29 Août–4 Septembre 2015

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

Sommaire

Mission de Jean Claude de L'Estrac aux Comores.....4

- **Le président de la République s'est entretenu avec le Secrétaire Général de la Commission de l'Océan Indien**
- **Protection civile : Jean-claude de l'Estrac inaugure deux salles du COSEP**
- **Secrétaire général de la Coi : "Nous ne pouvons pas être une région, si nous ne sommes pas mieux connectés"**

Connectivité aérienne.....11

- **Quelle compagnie aérienne régionale pour Maurice ?**
- **Il est urgent de clarifier les objectifs**
- **Pour Georges Chung et Jean-Claude de l'Estrac une compagnie d'aviation régionale ne tuera pas Air Mauritius**
- **Georges Chung : «La compagnie d'aviation régionale nourrira Air Mauritius»**
- **Jean-Claude de l'Estrac dans l'aviation ?**
- **Une compagnie d'aviation régionale ne tuera pas Air Mauritius**

Tourisme.....18

- **Festival / Îles vanille Une seconde édition réussie**
- **Festival culturel et gastronomique indianocéanique : Mettre en valeur le tourisme pour booster l'économie régionale**
- **Le tourisme en croissance de 10 % à La Réunion au 1er semestre 2015**

Energie renouvelable.....25

- **Panneaux photovoltaïques nouveau rayon de soleil**

Biodiversité.....26

- **Richesse en biodiversité: De plus en plus menacée**
- **Flic en Flac : la préservation d'un espace protégé à l'étude**

Economie bleue.....28

- **Economie bleue: les défis face aux ambitions de l'Etat**
- **Les pays de l'Océan Indien se penchent sur l'économie bleue**
- **Un pilier pour la région de l'océan indien**
- **La sécurité alimentaire à travers la mer**

Pêche34

- **The IOC halts octopus fishing**
- **Les thoniers français s'ouvrent aux observateurs africains**
- **Protection des mangroves: Les constructions illicites continuent**

Mission de Jean Claude de L'Estrac aux Comores

HABARIZA KOMORI

الخبر من جزر القمر | Nouvelles des Comores
Le journal de la diaspora comorienne en France et dans le monde. Information et actualité en temps réel

Le président de la République s'est entretenu avec le Secrétaire Général de la Commission de l'Océan Indien

31/08/2015

Le Président de la République, Son Excellence Dr IKILILOU Dhoinine, s'est entretenu ce jeudi 27 août 2015 au Palais de Beit-Salam, avec une délégation de la Commission de l'Océan Indien conduite par son Secrétaire Général M. Jean Claude de l'ESTARAC et composé entre autres de M. Houdhoer Inzoudine OPL au Ministère des Relations Extérieures et de Mme Fatoumia BAZI, Chargée de mission.

Au cours de cette rencontre, M. De L'ESTRAC a fait au Président de la République, le point sur l'ensemble de plus de dix projets que la COI mène en Union des Comores et qui concernent plusieurs domaines.

Le Secrétaire Général a plaidé pour la désignation d'un point focal qui puisse avoir une vision globale de tous ces projets et capable de donner un coup de pouce aux projets qui ont du mal à se mettre en route.

Avec le Président de la République, le Secrétaire Général a longuement parlé des préparatifs en cours, pour les prochaines élections aux Comores.

« Nous voulons nous assurer de la bonne continuation du processus électoral en cours, afin que les prochains scrutins soient transparents, démocratiques et libres. Nous sommes disposés à aborder les problèmes et contribuer à leur apporter des solutions en apportant l'assistance de notre organisation », a déclaré le Secrétaire Général de la COI.

M. de l'ESTRAC a également abordé la question des postes de Secrétaire Général et de Chargé de mission qui doivent revenir aux Comores, en souhaitant que les responsables concernés présentent des candidats qui ont une bonne expérience en gestion et une bonne connaissance de la région.

Le Président de la République a assuré à son interlocuteur que les préparatifs des élections se poursuivent, que le délai de la mandature de la présidence tournante sera respecté dans et que le tour revient à l'île de la Grande-Comore.

Dr IKILILOU Dhoinine a informé son interlocuteur que le budget est bouclé, que les discussions se poursuivent avec les partenaires qui ont promis d'apporter leur contribution mais qu'il va falloir faire encore plus d'efforts au niveau local.

Sur les postes de Secrétaire Général et du Chargé de mission, le Président de la République a expliqué que les candidatures parviendront au siège de la COI avant la fin de l'année.



http://www.habarizacomores.com/2015/08/le-president-de-la-republiqueest.html?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+ActualitsDesIlesComores+%28Actualit%C3%A9s+des+Iles+Comores+%28%D8%A3%D8%AE%D8%A8%D8%A7%D8%B1+%D9%85%D9%86+%D8%AC%D8%B2%D8%B1+%D8%A7%D9%84%D9%82%D9%85%D8%B1%29%29

Protection civile Jean-claude de l'Estrac inaugure deux salles du COSEP

Le secrétaire général de la commission de l'Océan indien (COI) a inauguré, la semaine dernière à Moroni, une salle des opérations de la direction générale de la sécurité civile et une caserne des sapeurs-pompiers.



La salle des opérations (OPS) de la direction générale de la sécurité civile et la caserne des sapeurs-pompiers ont été inaugurées la semaine dernière par Jean-Claude de l'Estrac, le secrétaire général de la COI.

Avec ce nouveau dispositif, se renforcent les « capacités opérationnelles de la direction générale de la sécurité civile pour répondre efficacement aux missions qui lui sont dévolues », a déclaré le ministre de l'intérieur, Houmed Msaidié qui a pris la parole à cette occasion.

Selon lui, la salle des opérations permettra aux principaux concernés de s'y réunir pour, dit-il, analyser les situations de crise et enclencher les procédures de manière à raccourcir les circuits et les délais de prise des décisions.

Selon M. Msaidié, l'aménagement et la construction de ces deux salles ont bénéficié du soutien de la commission de l'Océan indien (COI) qui aurait financé la salle des opérations à hauteur de 40.000 dollars.

La caserne des sapeurs-pompiers dont le coût est estimé à 50.000 dollars, a bénéficié du soutien de l'agence française de développement (AFD), qui est « un partenaire majeur de la COI », a dit M. de l'Estrac dans une allocution prononcée lors de la cérémonie inaugurale.

Pour le gouvernement comorien, il est fondamental de disposer d'un corps des sapeurs-pompiers motivés, bien équipé et structuré. C'est pourquoi il s'engage « à soutenir le renforcement des capacités tant structurelles qu'opérationnelles de la direction générale de la sécurité civile avec, bien sûr, l'appui de ses partenaires », a dit Houmed Msaidié.

<http://www.lagazettedescomores.com/spip.php?article2432>

Al-watwan

Secrétaire général de la Coi : "Nous ne pouvons pas être une région, si nous ne sommes pas mieux connectés"

Le 31 août 2015.



OCEAN INDIEN. Pour Jean Claude de l'Estrac, l'indianocéanie sera une région plus intégrée le jour où nous pourrions assurer la circulation des personnes d'abord et également des biens, car cela est la volonté commune de l'ensemble des Etats.

Au terme d'une visite officielle de quatre jours, à Moroni, le secrétaire général de la Commission de l'Océan indien (Coi), Jean Claude de l'Estrac a rencontré la presse, le vendredi 28 août. Tenue à la salle de conférence du ministère des Relations extérieures (Mirex), cette rencontre avec la presse locale avait pour objet de faire le point de cette mission effectuée en Union des Comores.

Par rapport à son déplacement à Moroni, Jean Claude de l'Estrac a précisé qu'il a été reçu par le président de la République. A Beit-Salam, plusieurs sujets ont été abordés, notamment la question des prochaines échéances électorales.

Pour le secrétaire général, cette question est fondamentale car «rien n'est possible sans la stabilité politique». «J'ai senti que le président est très attaché à ce que les prochaines échéances électorales se déroulent dans de meilleures conditions, dans la transparence, le fair-play et dans le respect strict de la constitution comorienne», a-t-il ajouté.

Selon le secrétaire général, cette visite à Moroni était aussi une occasion de faire le tour des différents projets comoriens soutenus par la Coi. «Il y a une dizaine de projets spécifiques dans un large éventail de domaines. Je peux parler d'environnement, santé, de la biodiversité, de l'énergie renouvelable, de sécurité civile, des projet d'infrastructures et des questions liées à la pollution».

Au cours de cette rencontre avec la presse, le secrétaire général de la Coi a fait part à l'assistance de son souhait d'œuvrer pour l'amélioration de la connectivité de la région, raison pour laquelle des projets d'extensions des ports ont été mis en place.

«Nous avons absolument besoin d'améliorer la connectivité de la région. La connectivité entre nous, intra régionale d'une part mais aussi mieux connecter la région au plus vaste du monde, à l'Afrique, à l'Asie, à l'Europe. Nous ne pouvons pas être une région, si nous ne sommes pas mieux connectés». A ce sujet, la question repose sur cette volonté d'assurer une connectivité intra et extra régionale alors qu'au sein même de la Coi la circulation des biens et des personnes n'est toujours pas assurée.

Pour Jean Claude de l'Estrac, «l'indianocéanie sera une région plus intégrée le jour où nous pourrions assurer la circulation des personnes d'abord et également des biens, car cela est la volonté commune de l'ensemble des Etats. Toutefois, nous ne pouvons pas négliger l'existence d'un certain nombre de problèmes que cela implique».

Quant au retrait des athlètes comoriens des neuvièmes Jeux des îles, le patron de la Coi, est persuadé qu'en 2019, les autorités comoriennes vont

traiter la question qui fâche en amont. «Les prochains jeux auront lieu dans quatre ans, c'est le moment de tirer les leçons de ce qui s'est passé à la Réunion, de revisiter les règlements en vigueur ou de les confirmer. Ce qu'il ne faut pas faire, c'est d'attendre la veille des jeux pour le régler».

Mm

<http://www.alwatwan.net/index.php/nation/12183-secretaire-general-de-la-coi-nous-ne-pouvons-pas-etre-une-region-si-nous-ne-sommes-pas-mieux-connectes>



Secrétaire général de la Coi : "Nous ne pouvons pas être une région, si nous ne sommes pas mieux connectés"

31/08/15



Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien.

OCEAN INDIEN. Pour Jean Claude de l'Estrac, l'indianocéanie sera une région plus intégrée le jour où nous pourrions assurer la circulation des personnes d'abord et également des biens, car cela est la volonté commune de l'ensemble des Etats.

Au terme d'une visite officielle de quatre jours, à Moroni, le secrétaire général de la Commission de l'Océan indien (Coi), Jean Claude de l'Estrac a rencontré la presse, le vendredi 28 août. Tenue à la salle de conférence du ministère des Relations extérieures (Mirex), cette rencontre avec la presse locale avait pour objet de faire le point de cette mission effectuée en Union des Comores.

Par rapport à son déplacement à Moroni, Jean Claude de l'Estrac a précisé qu'il a été reçu par le président de la République. A Beit-Salam, plusieurs sujets ont été abordés, notamment la question des prochaines échéances électorales.

Pour le secrétaire général, cette question est fondamentale car «rien n'est possible sans la stabilité politique». «J'ai senti que le président est très attaché à ce que les prochaines échéances électorales se déroulent dans de meilleures conditions, dans la transparence, le fair-play et dans le respect strict de la constitution comorienne», a-t-il ajouté.

Selon le secrétaire général, cette visite à Moroni était aussi une occasion de faire le tour des différents projets comoriens soutenus par la Coi. «Il y a une dizaine de projets spécifiques dans un large éventail de domaines. Je peux parler d'environnement, santé, de la biodiversité, de l'énergie renouvelable, de sécurité civile, des projet d'infrastructures et des questions liées à la pollution».

Au cours de cette rencontre avec la presse, le secrétaire général de la Coi a fait part à l'assistance de son souhait d'œuvrer pour l'amélioration de la connectivité de la région, raison pour laquelle des projets d'extensions des ports ont été mis en place.

«Nous avons absolument besoin d'améliorer la connectivité de la région. La connectivité entre nous, intra régionale d'une part mais aussi mieux connecter la région au plus vaste du monde, à l'Afrique, à l'Asie, à l'Europe. Nous ne pouvons pas être une région, si nous ne sommes pas mieux connectés». A ce sujet, la question repose sur cette volonté d'assurer une connectivité intra et extra régionale alors qu'au sein même de la Coi la circulation des biens et des personnes n'est toujours pas assurée.

Pour Jean Claude de l'Estrac, «l'indianocéanie sera une région plus intégrée le jour où nous pourrions assurer la circulation des personnes d'abord et également des biens, car cela est la volonté commune de l'ensemble des Etats. Toutefois, nous ne pouvons pas négliger l'existence d'un certain nombre de problèmes que cela implique».

Quant au retrait des athlètes comoriens des neuvièmes Jeux des îles, le patron de la Coi, est persuadé qu'en 2019, les autorités comoriennes vont traiter la question qui fâche en amont. «Les prochains jeux auront lieu dans quatre ans, c'est le moment de tirer les leçons de ce qui s'est passé à la Réunion, de revisiter les règlements en vigueur ou de les confirmer. Ce qu'il ne faut pas faire, c'est d'attendre la veille des jeux pour le régler».Mm

<http://fr.africatime.com/comores/articles/secretaire-general-de-la-coi-nous-ne-pouvons-pas-etre-une-region-si-nous-ne-sommes-pas>

Connectivité aérienne

33

Le Défi Quotidien - Mercredi 2 septembre 2015

Supplément
ECONOMIE

DÉBAT

Quelle compagnie aérienne régionale pour Maurice ?

Plusieurs options semblent s'offrir à Maurice dans le cadre du projet de création d'une compagnie régionale d'aviation. Mais on ne sait toujours pas sous quelle forme cette entité verra le jour.

« Il y a deux de 'business model' de compagnies aériennes régionales dans le monde. Celui de l'affilié qui veut que la compagnie desservant la région soit affiliée à une grande compagnie aérienne », explique un observateur avisé. Ici, on cite le nom d'AirAsia, géant malaisien du 'low cost' qui dessert près de 90 pays (voir encadré). La compagnie a près d'une vingtaine de hubs sur le continent asiatique. Son hub principal est à Kuala Lumpur en Malaisie, mais d'autres sont présents à Delhi et Bengaluru en Inde, à Jakarta en Indonésie, à Tokyo au Japon ou à Bangkok en Thaïlande, entre autres. Outre l'Asie, AirAsia dessert également l'Australie (Darwin, Perth, Melbourne, Sydney et Gold Coast). Mais elle ne s'est pas aventurée plus loin.

« On ne connaît toujours pas l'intention d'AirAsia. Veut-elle entrer en partenariat avec Air Mauritius ou a-t-elle pour projet de créer elle-même la compagnie avec un partenaire local ou des partenaires régionaux ? Comme elle a notamment fait en Inde, où AirAsia India est née d'un partenariat avec le groupe indien Tata. La question reste donc

entière », souligne notre interlocuteur.

Outre l'affilié, l'autre type de compagnie d'aviation régionale est celui de la compagnie indépendante. Il s'agit là d'une compagnie nouvelle fonctionnant de manière indépendante avec sa propre marque.

D'ailleurs sous l'impulsion de la Commission de l'Océan Indien (COI), un accord, qui a vu la participation la Banque mondiale, l'Organisation internationale de l'Aviation civile ou encore de l'Organisation mondiale du Tourisme, a déjà été signé par les quatre compagnies aériennes de la région (Air Mauritius, Air Austral, Air Madagascar et Air Seychelles). L'accord offre comme possibilité la création d'une compagnie aérienne régionale en commun.

Georges Chung, un des premiers à avoir commandité un rapport sur la possibilité d'une compagnie régionale d'aviation à Maurice, estime que la forme que prendra cette dernière importe peu.

« Un chat peut être blanc ou noir, ou entre les deux couleurs, mais le plus important est qu'il attrape le rat. Qu'elle soit une subsidiaire d'Air Mauritius, ou 'wholly owned' par Air Mauritius, ou 'partly owned' par les cinq pays de la région ou par des entrepreneurs



privés, je ne crois pas que ce soit important. Le plus important est que le 'business model' soit bénéfique à notre pays. » Il intervenait sur les ondes de Radio Plus, dans l'émission Au Cœur de l'Info, samedi dernier.

Jean Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI, estime d'ailleurs que le gouvernement devrait « harmoniser sa position » en ce qu'il s'agit de ce projet. Il est d'avis qu'un tel projet devrait être précédé d'une étude de faisabilité financière (Voir question à).

Kervin Victor
k.victor@defimedia.info

JEAN-CLAUDE DE L'ESTRAC :

« Il est urgent de clarifier les objectifs »

■ Si beaucoup semblent convaincus que la création d'une compagnie aérienne régionale à Maurice pourrait être bénéfique, ils s'interrogent néanmoins toujours sur sa forme ? Quel serait la forme idéale pour Maurice ?

D'abord, de quoi s'agit-il ? L'ambition est de mieux connecter, sur le plan aérien, l'Indianocéanie au monde et le monde à l'Indianocéanie. Quelle forme devra prendre une compagnie aérienne régionale qui soit en complémentarité avec les compagnies qui desservent déjà la région, c'est l'étude de faisabilité financière qui nous le dira. Ce que nous disons au sein de la Commission de l'Océan Indien (COI), et que nous avons cessé de dire depuis trois ans, est que nous pouvons améliorer la connectivité aérienne des pays de la région. Ce, à travers deux volets. Le premier consiste à améliorer le trafic intra-régional et être en phase avec la stratégie des Vanille, qui est une stratégie mise en place par les Offices du tourisme de la région au sein d'une organisation pour vendre collectivement la région.

Le deuxième volet consiste à mieux connecter la région aux autres pays, comme ceux de la région d'Afrique orientale et australe, entre autres. La compagnie aérienne régionale peut être



un vecteur de croissance pour Maurice. Dans ce scénario, Air Mauritius pourrait avoir un rôle moteur à jouer. C'est ce que j'ai compris de la déclaration du Premier ministre dans son Economic Mission Statement.

■ On parle de possible partenariat avec AirAsia. Un tel scénario ne doit sans doute pas plaire à la COI ?

Il faudrait rapidement que Maurice harmonise sa position. Cela part un peu dans tous les sens. Le Premier ministre parle d'Afrique, j'évoque l'Indianocéanie, le ministre des Finances parle d'Asie. Ce n'est pas forcément en contradiction, mais il est urgent de clarifier les objectifs.

Nous avons déjà fait une avancée considérable avec la création de l'Alliance Vanille. Depuis mai 2014, les quatre compagnies aériennes de la région ont signé un Memorandum pour créer l'Alliance Vanille, qui a pour objectif déclaré de travailler ensemble en mutualisant les ressources et moyens dans l'intérêt de chacune des compagnies.

Ce projet de création de compagnie aérienne régionale peut être porté par Air Mauritius, comme c'est le souhait du gouvernement mauricien et cela en concertation, consultation et coopération avec les autres compagnies aériennes régionales au sein de l'Alliance Vanille nouvellement créée. Tout ce qu'il nous reste à faire, c'est une étude de faisabilité financière. Nous n'avons pas à réinventer la roue. Il y a déjà plusieurs études qui ont été faites dans le passé.

Georges Chung, en 1997, avait fait un projet extrêmement pertinent qui mérite sans doute une mise à jour. La COI, à travers le financement de l'Union européenne, avait demandé à KPMG de faire une étude l'an dernier. Il y a plusieurs modèles qui ont été présentés. Mais ce n'est pas une étude de faisabilité financière. La prochaine étape est de faire cette étude selon les 'terms of reference' que nous déciderons ensemble.

DEM AirAsia dirigée par le patron de QPR

Pour les fans de football, le nom de l'entrepreneur malaisien Tony Fernandes n'est pas inconnu. Le Chief Executive Officer d'AirAsia est également le propriétaire de Queens Park Rangers, club relégué de l'English Premier League la saison dernière. Anthony Francis (Tony) Fernandes est connu pour avoir transformé AirAsia, une entreprise déclinante appartenant partiellement à l'État malaisien, en une 'success story' grâce notamment au concept 'low cost' et le fameux slogan « Now everyone can fly. » La compagnie aérienne a aussi fait son entrée à la Bourse.

Depuis fin 2004, AirAsia a entrepris une politique ambitieuse de modernisation et d'expansion de sa flotte, en commandant au total plus de 475 avions au constructeur européen Airbus. Le réseau du groupe compte près de 88 destinations de ses plates-formes de correspondance. The New York Times a décrit la compagnie aérienne comme « pionnière » du voyage 'low-cost' en Asie.

*

Pour Georges Chung et Jean-Claude de l'Estrac une compagnie d'aviation régionale ne tuera pas AirMauritius

29/08/2015



Le projet d'une compagnie d'aviation régionale, comme annoncé dans l'Economic Mission Statement Vision 2030 par le Premier ministre sir Anerood Jugnauth samedi 21 août, a été l'un des thèmes abordés samedi 21 août sur Radio Plus dans l'émission «Au Cœur de l'Info» présentée par Nawaz Noorbux et Jugdish Joypaul.

Pour l'économiste Georges Chung, partisan de ce concept et membre du National Advisory Council institué dans le cadre de la préparation du plan de relance économique Vision 2030, ce projet aura d'énormes bénéfices pour l'économie mauricienne :

« Il faut dire aux passagers, touristes et hommes d'affaires en provenance de l'Asie qui vont en Afrique de faire une escale à l'île Maurice pendant quelques jours. Ils pourront alors utiliser les avions de la compagnie d'aviation régionale pour se rendre vers des pays de la région.

« Il y a à peu près 8 millions de voyageurs des pays membres de la SADC, dont nous sommes membres à part entière, qui n'ont aucune connectivité pour venir à l'île Maurice. Les pays de l'océan Indien reçoivent en gros 2,5 millions de touristes », explique Georges Chung.

Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (CoI) qui intervenait sur le même thème, affirme que la création d'une compagnie d'aviation régionale ne sera pas au détriment d'Air Mauritius, mais celle-ci doit revoir sa politique tarifaire.

<http://www.defimedia.info/live-news/item/78850-pour-georges-chung-et-jean-claude-de-l-estrac-une-compagnie-d-aviation-regionale-ne-tuera-pas-air-mauritius.html>

Georges Chung : «La compagnie d'aviation régionale nourrira Air Mauritius»

30/08/2015



Outre l'industrie océanique et l'emploi, il a été question du projet de création d'une compagnie d'aviation régionale dans l'émission « Au cœur de l'info », samedi sur Radio Plus. L'économiste Georges Chung est intervenu sur ce sujet au micro du tandem Nawaz Noorbux-Jugdish Joypaul.

Il est question, en ce moment, de la création d'une compagnie d'aviation régionale. Quelles sont les implications pour le pays ?

Une compagnie d'aviation régionale pourrait, en premier lieu, transporter les passagers de la région, aussi bien que ceux du continent africain à Maurice, où ils vont transiter avant de prendre Air Mauritius pour se rendre dans des pays comme la Chine, Singapour et l'Australie. Il en est de même pour les touristes et hommes d'affaires des pays mentionnés qui voudraient se rendre dans des pays de la région et même sur le continent africain. Cette compagnie régionale va « nourrir » Air Mauritius. Savez-vous qu'une vingtaine de gros porteurs survolent Maurice chaque semaine pour se rendre directement en Afrique, car ils n'ont pas le droit d'atterrir chez nous ?

Il faut souligner qu'il n'y a pas de connectivité entre plusieurs pays de la SADC et Maurice, qui est membre de cette communauté. Cela représente environ huit millions de voyageurs potentiels. Il y a une autre raison : dans cette partie de l'océan Indien, on compte environ 2,5 millions de personnes qui visitent les pays de la région. Tous ces éléments représentent un immense potentiel pouvant permettre à Maurice d'accroître son industrie touristique bien au-delà du million de touristes

visé.

Cette compagnie d'aviation régionale sera-t-elle une subsidiaire ou une rivale d'Air Mauritius ?

Qu'elle soit une subsidiaire ou la propriété d'Air Mauritius ou alors qu'elle soit gérée conjointement par les cinq pays de la région, cela n'est pas important. Pour moi, ce qui importe, c'est que le business model que je viens de détailler soit mis en pratique. Il sera bénéfique au pays. Notre industrie touristique dépend d'environ un million d'âmes et rapporte autour de Rs 50 milliards par an. Cela représente 11 à 12 % du produit national brut. Si nous arrivons à augmenter le nombre d'arrivées par 10 % (100 000) en puisant de ce grand réservoir, cela va représenter plus de 1% du taux de croissance. De plus, si on prend en considération les effets indus (knock-on effect), le taux de croissance pourrait augmenter par 2 % par rapport aux chiffres de ces dernières années.

Une compagnie d'aviation régionale et d'autres compagnies, une fois l'accès aérien ouvert, auront les mêmes dessertes qu'Air Mauritius. La compagnie nationale s'en remettra-t-elle ?

Qu'on me démontre comment une compagnie d'aviation régionale va avoir un impact négatif sur Air Mauritius... Puis, même si c'est le cas, est-ce que 50 % de 100 est plus fort que 30 % de 20) ? Ceux qui disent qu'une compagnie régionale va prendre les parts du marché d'Air Mauritius ont tort. Si on crée une compagnie d'aviation régionale, c'est pour « éclater » la région, afin de la mettre non seulement à la disposition des touristes, mais aussi des hommes d'affaires dans le cadre de la stratégie africaine. Je pense que cette initiative va profiter aux petites et moyennes entreprises en permettant une ouverture énorme vers les pays de la région.

De gros développements sont aussi annoncés dans le port. En quoi cela va-t-il aider ?

Quand on parle de commerce international et de commerce dans la région, cela ne concerne pas seulement le mouvement des hommes d'affaires et des touristes, mais aussi des marchandises. Cela ne fait aucun sens d'ouvrir notre accès aérien sans accentuer le mouvement des navires. L'un ne peut aller sans l'autre.

Peut-on créer 100 000 emplois dans les quatre prochaines années ?

Il faut avoir des ambitions. Prenons le secteur touristique ! Il emploie 25 000 à 30 000 personnes pour un million de touristes. Si nous avons 100 000 touristes supplémentaires, c'est 2 000 à 3 000 emplois directs que nous allons créer, ainsi que 5 000 emplois indirects, car plusieurs autres

activités (chauffeurs de taxi, agences de voyage...) dépendent des activités touristiques. Si chaque année, on arrive à augmenter le nombre de touristes par 100 000, cela fera 30 000 emplois de plus. Bien sûr, il faut pouvoir mettre en œuvre tout ce qu'on souhaite. Il ne faut pas qu'on nous mette des bâtons dans les roues [...] Cette compagnie d'aviation régionale peut être une réalité d'ici six mois. Cette seule initiative peut aider à créer 10 000 à 20 000 emplois sur les cinq à six prochaines années.

Pour générer des dizaines de milliers d'emplois, il nous faut un retour à la croissance. Cela passe par des investissements. Or, la situation n'est pas reluisante actuellement...

Tout est possible. Nous avons dans le passé atteint une croissance de 6 à 7%. Certains disent que les conditions étaient différentes, mais aujourd'hui, nous sommes à un tournant. La technologie va jouer un grand rôle dans ce que nous voulons réaliser d'ici 2030, ainsi que les ressources humaines.

Est-ce que, d'ici une année, les premiers signes seront visibles ? Les emplois seront-ils au rendez-vous ? Si nous avons le soutien de la population.... Nous sommes une équipe de 600 000 bras. Si 400 000 disent « let things happen », alors things will happen. Si on ne fait rien, nous allons continuer à stagner à une croissance de 2 à 3 %.

« 40 % de trafic supplémentaire » Pour le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, qui intervenait depuis les Comores, une compagnie d'aviation régionale pourrait « générer 40 % de trafic supplémentaire dans la région ». Jean-Claude de l'Estrac est d'avis qu'une telle éventualité profitera à tout le monde, y compris Air Mauritius. Il pense aussi que la nouvelle compagnie va permettre « une amélioration de la connectivité entre les pays riverains de la région et éventuellement une plus grande ouverture sur le reste du monde ».

« Avec enthousiasme » « Air Mauritius accueille ce projet avec enthousiasme », affirme Prem Sewpaul, nouveau responsable de communication de la compagnie nationale d'aviation. Il trouve que c'est une « nouvelle opportunité » qui s'ouvre pour Air Mauritius, qui « mettra son savoir-faire à la disposition de la compagnie d'aviation régionale ».

<http://www.defimedia.info/dimanche-hebdo/dh-interview/item/78862-georges-chung-la-compagnie-d-aviation-regionale-nourrira-air-mauritius.html>

Le Défi plus du 29 aout -4 sept 2015

Jean-Claude de l'Estrac dans l'aviation ?

Le nom de Jean-Claude de l'Estrac circule dans les hautes sphères du gouvernement par rapport au projet de compagnie aérienne régionale. Aux yeux de certains, et non des moindres, l'actuel secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, serait la personne idéale pour la faire décoller. D'autant plus, qu'il est l'un des promoteurs de ce projet depuis 2013.

WWW.DEFIMEDIA.INFO Le Défi Quotidien - Lundi 31 août 2015 20

Si vous voulez commenter en direct les articles qui paraissent dans Le Défi Quotidien, rendez-vous sur notre site web www.defimedia.info

Pour Georges Chung et Jean-Claude de l'Estrac

Une compagnie d'aviation régionale ne tuera pas Air Mauritius

■ **DEVILISH20:** Air Mauritius c'est so staff super incompetents... kourancé par ti cleaner passe par caterer passe par hotesse ziska membres board. Bizin ferme compagnie la... revoir so organigram... ek reouvert avec nouveau staff recruté par méritocratie. Ek resultat pou vini dan 5 ans! Bizin ena kouraz pou fer sa...

■ **MILORD:** Road map for Air Mauritius to go the same way as BAI?

■ **SAM-LEPEP:** Mo krwar au moins 2 fois la France-Reunion in sey fer 1 compagnie regionale... faillite apres 3-4 l'ane. Nou ena meyer sance ki la France?... mo douter... c ankor enn gadget kot lepep pou plimer!...

■ **TAPPEUR_GRO_LÉBRA:** Mo pa kompran kuma kapav donn limportanz lor sujet Commercial Aviation. Ki li conner lor Commercial Aviation? C ki li dre, ene zenfant p fair Form 5 kapav dire. Li pena okene lexperience dan Commercial Aviation. Aster li p vinn declare pli exper ki exper? A propos Regional Airline, c ene pari trop trop riské. Li kuma dir ou p met Rs1million lor Moris pou batt Brézil dan ene match football.

■ **VEN:** Svp...c vrai seki ou pe dir...Mo donne ou full rézon. Mo pa koner kifer De l'Estrac pe comment lor sujet commercial Aviation...li pa conne l'aviation donc kifer li pe fer Komantere. Al pran konsey dimune ki dan le domaine. Mk in perdi so bane bon staffs, bane bon eleman ki ena 30ans l'experience durant les 5 dernier annee...Enfin

kan ene truc deroul lor politik lerla mem ki arriv ganna...merci

■ **PARZ:** Sorry pour etre sceptique mais ene compagnie kouma Air Mauritius letat morisien pa kapav manage effectively ek efficiently due a l'ingerence politik, lobby ek self interest de certains. So how the hell will they manage a regional company...mo pa truve Air Seychelles ou les autres airline de la region pou zwen sa compagnie regional la...

■ **BROSS LEE:** If it has to go for the GREATER GOOD of the entire coutry, then let it go...

■ **MAMMOUTH:** Pas bizin ene ligne aerienne de la region pou touye Air Mauritius. Emirates suf fit car so bane prix et service netman meilleur. Promotion recent de Air Mauritius deja en vigueur par Emirates depi so l'arrivee...Ala ki ariver kan met proteger politique...

■ **MASILA:** Ki ine arrive Francophonie

■ **KOLOS:** The idea of using Mauritius as a springboard for travellers between Asia and Africa is just an old idea that was looked into some 10 years ago. At the time, the middle eastern airlines, did not have such a lion share of the market, and further the long range aircraft A380 and the Boeing 777, were inexistant. Not sure what went wrong, but things never really took off. Now the competitors are giants backed with petrodollars names Emirates, Etihad or Qatar Airways. We will have to offer much more than beaches and shopping adventures to attract people.



Tourisme

La Gazette
des Comores

Quotidien Indépendant d'Information Générale

Festival / Îles vanille Une seconde édition réussie

01/09/2015

Le festival culturel et gastronomique indianocéanique s'est déroulé du vendredi au dimanche à l'hôtel Retaj Le Moroni. Cette deuxième édition, qui vise à promouvoir les activités touristiques de la communauté "Îles Vanille" de l'océan indien, a rencontré un franc succès.



Au programme de la deuxième édition du festival culturel et gastronomique indianocéanique, des expositions, des conférences notamment sur la valeur ajoutée des Comores dans les îles vanilles et le métissage culturel indianocéanique, un concert Toirab et un défilé exclusif avec des tenues traditionnelles.

Les participants ont également pu découvrir les spécificités des mariages comoriens et les diverses manières de préparer le riz dans la sous-région.

Des délégations des offices de tourisme des îles de l'Océan Indien ont participé à cette seconde édition selon l'office du tourisme des Comores.

Les "îles Vanille" est un concept marketing qui a pris naissance en 2010, visant à réunir les îles de l'Océan Indien pour la promotion du tourisme dans la région. Plusieurs projets sont développés en plus du festival "îles

Vanille" organisé dans chaque pays. On évoque notamment les croisières qui vont permettre d'augmenter le flux de touristes dans chaque île.

Le pass Océan Indien sera développé pour appuyer cette initiative visant à mutualiser les atouts de chaque île pour « renforcer la notoriété des destinations ».

A l'occasion de cette seconde édition, à Moroni, les artisans et cuisiniers comoriens ont montré et mis en valeur leur savoir-faire, défendu la culture comorienne auprès des nationaux et des invités internationaux présent.

A.A.Hamdi

<http://www.lagazettedescomores.com/spip.php?article2414>

Al-watwan

Festival culturel et gastronomique indianocéanique : Mettre en valeur le tourisme pour booster l'économie régionale

Le 31 août 2015.



TOURISME. Pour cette deuxième édition du Festival culturel et gastronomique indianocéanique, prévu se dérouler du 28 au 30 août, l'Office national du tourisme des Comores table sur 1.700 à 2.000, le nombre de visiteurs attendus.

C'est sous le rythme des danses traditionnelles que Bahia Massoundi, ministre du Tourisme, a procédé à l'ouverture officielle de la deuxième édition du Festival culturel et gastronomique indianocéanique, le vendredi 28 août à l'hôtel Retaj-Moroni. Ce festival de trois jours, du 28 au 30 août, a été un des grands rendez-vous pour la promotion du tourisme régional.

Au-delà de cette mission de promotion touristique, ce festival est aussi un outil qui permet de découvrir l'art culinaire comorien et surtout d'encourager et soutenir le mouvement associatif qui agit dans le domaine du tourisme. Le festival a mobilisé l'ensemble des acteurs du secteur, des tours opérateurs, la presse internationale spécialisée, les décideurs politiques, les investisseurs potentiels et des représentants de toutes les îles de l'Océan indien. Sous la bannière «Îles Vanille», il visait à promouvoir, à tour de rôle, les destinations touristiques des îles vanille.

Au cours de cette cérémonie d'ouverture, Bahia Massoundi a déclaré que «les activités touristiques peuvent constituer une force pour le développement économique de notre pays».

La ministre Tourisme a ajouté, dans son discours, que la gastronomie traditionnelle a des influences arabes, africaines et indiennes. «Ce brassage ethnique a donné naissance à une grande richesse culturelle composée de savoir faire, de contes et de danse. Vous ne saurez donc découvrir les Comores sans apprécier les saveurs de sa gastronomie».

Durant ces 3 jours d'échanges et de découvertes, les participants venant des quatre coins de la région ont pris part à des conférences et des ateliers sur plusieurs thématiques. Par rapport au développement du pays, Hissan Guy, présidente de l'Office du tourisme, a déclaré que le potentiel de la croissance du tourisme est aujourd'hui reconnu. «Ses contributions se présentent par la création d'emplois, de revenus et ses effets influent sur d'autres secteurs».

Pour montrer l'importance du tourisme dans le développement du pays, la présidente de l'Office du tourisme a énuméré plusieurs secteurs dont l'agriculture, la pêche, l'hôtellerie, les tours opérateurs, les agences de voyage, l'artisanat et la télécommunication. Quant au gouverneur de Ngazidja, en s'adressant aux invités venus des pays de la région, Mouigni Baraka Saïd Soilihi a précisé, dans son mot de bienvenue, que «votre

participation à cet important événement traduit notre commune conviction que le tourisme constitue pour nos, pays, une ressource exceptionnelle».

Quant à l'Association Ile Vanille, le chef de l'exécutif de Ngazidja a salué leurs efforts pour leur détermination à assurer la promotion de la destination Océan indien. «Il n'y a pas de doute que les îles Comores à l'instar des autres îles de la région exercent une attraction incontestable pour les visiteurs venus d'autres horizons». Il s'agira de formuler des recommandations, afin de les traduire en politique et actions de promotion du tourisme

<http://www.alwatwan.net/index.php/nation/12184-festival-culturel-et-gastronomique-indianoceanique-mettre-en-valeur-le-tourisme-pour-booster-l-economie-regionale>



Le tourisme en croissance de 10 % à La Réunion au 1er semestre 2015

27 Août 2015

Didier ROBERT souligne des résultats positifs pour La Réunion grâce au partenariat entre les acteurs publics et privés réunionnais. Le Président de la Région, Didier ROBERT, a tenu ce jeudi 27 août à Saint-Denis une conférence de presse en présence du Vice-Président de l'IRT (Île de La Réunion Tourisme), Monsieur Philippe DOKI-THONON, et du Président de la FRT (Fédération Réunionnaise du Tourisme), Monsieur Azeddine BOUALI, pour présenter les derniers chiffres du tourisme à La Réunion.



La hausse de 10 % des arrivées touristiques sur le 1er semestre 2015 (par rapport au 1er semestre 2014) s'accompagne d'une augmentation sensible de la fréquentation hôtelière (+12,2 % au 2ème trimestre 2015 par rapport à la même période en 2014). Des résultats que le Président de la Région met naturellement au crédit de la stratégie portée par la collectivité, en partenariat avec l'IRT et la FRT :

- Tout d'abord, le renforcement des aides régionales et la mise à la disposition des entreprises touristiques de nouveaux outils de financement qui ont permis, grâce à la mobilisation des moyens publics et privés, d'améliorer l'offre (construction et rénovation de 10 hôtels ; créations d'activités de loisirs...)

- Ensuite, le travail en commun des acteurs publics et professionnels du tourisme en coordination avec les autres partenaires au moyen d'outils comme le COST (Comité d'Orientation Stratégique du Tourisme) : « Il reste des points à améliorer, mais il y a désormais une voix réunionnaise qui s'exprime de façon de plus en plus consensuelle », a souligné Didier ROBERT.

- Les actions, également, portées en concertation par les différentes îles de l'Océan Indien au sein des Îles Vanille, dont résulte une augmentation significative du nombre de touristes dans l'océan Indien, au moyen notamment des séjours combinés. « Les chiffres du tourisme au 1er semestre 2015 à La Réunion démontrent de manière claire que la stratégie mise en œuvre par les partenaires publics et privés permet d'obtenir un certain nombre de résultats et ce, malgré un contexte sensible et difficile ces dernières années – crise économique et crise requin. Il faut continuer à avancer dans la même direction », a déclaré Didier ROBERT, avant d'insister sur « l'élément majeur de la diversification des marchés en Europe et sur la Chine ». Le nombre de touristes européens a en effet progressé beaucoup plus vite, sur les six premiers mois de l'année (+24 % pour les Allemands par exemple), que celui des touristes métropolitains (+2,7%) qui restent cependant le premier marché (69,9 % des arrivées).

Quant au nombre de touristes chinois à La Réunion, il a été multiplié par près de 20 au 1er semestre 2015 (800 arrivées) par rapport à l'ensemble de l'année 2014 (119 arrivées). Malgré la demande de report à 2016 par Air Madagascar de l'ouverture de la ligne directe Réunion- Canton en codeshare avec Air Austral, le Président de la Région a annoncé que des vols directs seraient opérés par la compagnie réunionnaise dès la fin de

l'année pour pouvoir assumer les engagements pris par les professionnels en terme de commercialisation auprès de la clientèle chinoise.

Le Président de la Région a ajouté que des efforts allaient continuer d'être portés pour augmenter la venue à La Réunion des croisiéristes, dont le nombre a affiché une hausse de 7,9 % au 1er semestre 2015 (23 escales, contre 13 au 1er semestre 2014), et pour poursuivre la rénovation des gîtes de montagne.

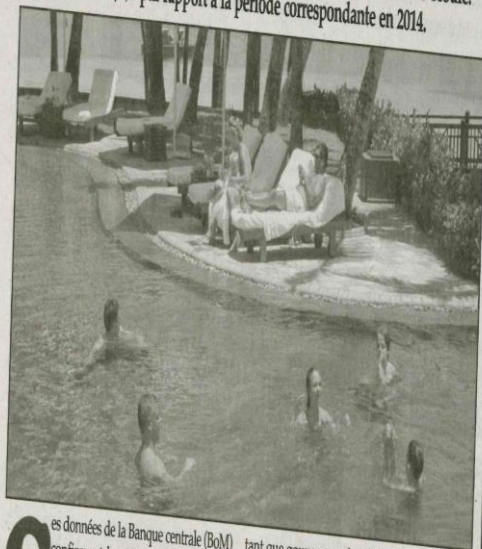
Didier ROBERT a conclu : « Les résultats du tourisme au 1er semestre 2015 se rapprochent des chiffres de 2011 (471 000 touristes sur l'année), qui ont été les meilleurs jamais observés. Ce nouvel élan du secteur entraînera des répercussions évidentes en terme de création d'activité et d'emploi à La Réunion. »

http://www.inforeunion.net/Le-tourisme-en-croissance-de-10-a%CC%80-La-Reunion-au-1er-semester-2015-%EF%BF%BC_a11782.html

Statistiques

Revenus touristiques en baisse

Les recettes touristiques sont passées à Rs 3,1 milliards pour le mois écoulé. Une baisse de 4,6% par rapport à la période correspondante en 2014.



Les données de la Banque centrale (BoM) confirment la révision à la baisse des recettes pour 2015. Le 21 août dernier, Statistics Mauritius, citant la Banque de Maurice, indique que ces revenus seraient de Rs 46,5 milliards contre une estimation initiale de Rs 48,5 milliards.

Cette baisse comparative sur la période d'avril à juillet laisse planer des doutes quant à l'exactitude des montants communiqués par la BoM. Comment expliquer cette régression alors les arrivées touristiques progressent pour tous les opérateurs ? Il est évident que ces recettes ne reflètent pas les dépenses réelles des touristes sur le territoire mauricien. Ces derniers ne déboursant pas seulement pour les billets d'avion et leur séjour à l'hôtel.

Le gouverneur de la Banque centrale, Ramesh Basant Roi souligne la nécessité de revoir la méthode de comptabilisation de ces revenus. « Personnellement, en

tant que gouverneur de la BoM, j'estime que les chiffres des recettes touristiques sont probablement sous-estimés. Je ne peux vous dire de combien », devait affirmer Ramesh Basant Roi lors d'une rencontre avec la presse, le 30 juillet dernier. « Par exemple, quand une personne vient et habite un bungalow à Placem-Plac, nul ne comptabilise tout cela. Ces revenus, versés aux particuliers, ne sont pas comptabilisés. »

Le tourisme est l'un des principaux piliers de l'économie locale, assurant à Maurice des revenus conséquents en devises, principalement en euros. Cette industrie emploie 75 000 personnes, directement et indirectement. En sus des hôtels, les touristes assurent leur gagne-pain aux restaurants, chauffeurs de taxi, boutiques d'artisanat opérant à proximité des résidences à vocation touristique.

Kamlesh Bhuckory
kamlesh@defimedia.info

ÉCONOMIE

Tourisme : les opportunités de croissance font débat

Certains acteurs principaux de l'industrie touristique étaient sur le plateau de Radio Plus, le lundi 31 août, pour débattre des opportunités de croissance du secteur. Si Robert Desvaux, président de la Tourism Authority et Jocelyn Kwok, directeur de l'Association des hôteliers et restaurateurs de l'île Maurice, se sont montrés plutôt optimistes, Ajay Jhurry, de l'Association des opérateurs touristiques, était pour sa part sceptique. Les Rs 4,2 milliards d'investissement et la création de 8 000 emplois d'ici 2019 ne seraient pas acquis, selon lui. « Le chiffre annoncé reste très réaliste à notre avis », a affirmé Jocelyn Kwok d'entrée de jeu. Selon lui, le secteur du tourisme affiche des « signaux de croissance » depuis le deuxième semestre 2014. « Les marchés allemand, anglais, sud-africain et réunionnais ont repris », a fait remarquer le représentant des hôteliers. Un constat qui pousse ce dernier à dire que Maurice n'a aucune raison de « tempérer ses ambitions ». Robert Desvaux se montre également très optimiste, tout en insistant sur le besoin d'innover et de revoir le concept de qualité. « Dans notre stratégie papier publiée au début de l'année, nous avons décidé qu'il n'y aurait pas de nouveaux hôtels au cours des deux prochaines années », a expliqué le patron de la Tourism Authority. « Il faut pick and choose les meilleures offres. Il faut choisir les produits innovants. » Les hôtels ne sont pas les seuls à être concernés, a plusieurs fois affirmé Robert Desvaux, mais tous les services connexes, comme les activités culturelles et écologiques. L'authenticité serait ainsi la marque de qualité de nos jours, la définition même du « luxe » plutôt que le classique « bling bling ». Ajay Jhurry a apporté la note discordante. « Est-ce que nous atteindrons les Rs 4,2 milliards d'investissement en 2019 ? La réponse est non. » Il nuance toutefois ses propos en précisant que tout dépendra du taux de croissance. « C'est la croissance qui apportera l'intérêt pour investir ou pas. Les conditions doivent être réunies pour ce faire », affirme-t-il. Ce qui ne pourra pas se faire sans un apport important du secteur privé, selon lui.

RadioPlus

CENTRE 87.7 FM
NORD 88.6 FM
SUD 98.9 FM

écoutez ou pou tendé

Biodiversité



Richesse en biodiversité: De plus en plus menacée

1 septembre 2015

Madagascar est reconnu pour sa richesse en biodiversité qui est, aujourd'hui, de plus en plus menacée.

Près de 80% des espèces végétales et 90% des espèces animales du pays ne se trouvent dans aucune autre région du monde. Ce capital naturel aux écosystèmes riches et variés constitue un atout essentiel pour diversifier les activités économiques tout en assurant sa préservation. Toutefois, malgré les multiples initiatives prises par le pays sur les plans politique, stratégique et législatif pour assurer la protection de ce patrimoine, celui-ci continue à être confronté à des défis environnementaux importants qui se manifestent entre autres par: la déforestation, la dégradation des espaces naturels, les érosions terrestres et côtières, l'amenuisement accéléré du capital naturel, la disparition des espèces endémiques menaçant les fonctions écologiques et les services des écosystèmes qui garantissent le bien-être et le développement socioéconomique de la population. À cela s'ajoutent les menaces résultant des activités minières chevauchant sur les espaces forestiers et les aires protégées, les exploitations illégales de bois précieux, les invasions acridiennes, les pollutions de différentes sources, et l'utilisation de la biomasse comme principale source d'énergie, catalysant la déforestation et les maladies liées à la pollution de l'air intérieur.

http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=48742:richesse-en-biodiversite-de-plus-en-plus-menacee&catid=45:newsflash&Itemid=110

Actualité

APICULTURE
LES ABEILLES
DÉCIMÉES PAR
DES PESTICIDES



Constat : dans les plantations, il y a de moins en moins d'abeilles. Ce qui contribue, soutient Krepaloo Sunghoo, à une baisse de production des fruits et légumes. Si l'année dernière, ces insectes étaient attaqués par le varroa, un acarien, il semblerait que ce parasite ne soit pas le seul responsable de leur déclin. Selon l'organisation Pesticide Action Network (PAN), l'utilisation de pesticides contenant des néonicotinoïdes, y contribuerait également. Le PAN explique qu'en sus d'éradiquer les insectes nuisibles, les néonicotinoïdes tuent les abeilles ou créent des déformations chez les jeunes insectes. Ce problème, poursuit l'organisation, est répandu à travers le monde. Un phénomène auquel n'est pas insensible l'Autorité européenne de sécurité des aliments, qui en a fait état le 27 août. Cela devrait aboutir à l'interdiction de pesticides contenant ce produit à travers le monde. À Maurice, la perte au sein de la population des abeilles n'est pas chiffrée. Le ministère de l'agro-industrie a entrepris une étude pour le découvrir. Des officiers spécialisés en entomologie tentent d'évaluer les pertes des apiculteurs.

PRÉSERVATION DU LAGON

Flic-en-Flac : la création d'un espace protégé à l'étude

À travers la gestion communautaire, les habitants de la région pourront s'occuper de leur zone marine et ainsi mieux protéger le lagon.

LE but : mieux impliquer les habitants dans les projets de protection du lagon. Plusieurs organisations non gouvernementales se sont lancées dans cette initiative. La dernière en date : celle de la Mauritian Marine Conservation Society (MMCS) qui veut créer une zone de conservation marine volontaire à Flic-en-Flac.

Cette zone de gestion communautaire permettra aux habitants de la région de gérer leur zone marine, de protéger et de préserver le lagon, indique Olivier Tyack, président de la MMCS. Ce dernier précise que la pêche, ainsi que des activités ayant un impact négatif sur les coraux et sur toute espèce marine ne seront pas permises dans cette zone de conservation. Et les habitants seront sensibilisés pour empêcher toute activité interdite.

Il y a une demande pour l'aménagement de telles zones, d'où le projet de la gestion communautaire, ajoute Olivier Tyack. Mais, pour l'heure, il s'agit de trouver un financement. C'est ainsi que l'ONG compte approcher la Commission européenne pour un soutien à hauteur de Rs 3 millions.

En fait, le pionnier dans la création de telles zones communautaires est l'ONG Reef Conservation, notamment à Roches-Noires et à Anse-La-Raie. Des projets qu'accueillent favorablement des pêcheurs du coin.

C'est un peu notre bébé, confie Céline Mitemique,



Reef Conservation a aménagé un Snorkelling Trail à Anse-La-Raie l'année dernière. Une initiative qui fait suite à la création d'une zone de conservation marine volontaire à cet endroit.

Marine Research Project Leader, de la Voluntary Marine Conservation Area. La zone de Roches-Noires étale sur huit hectares a été le premier projet à voir le jour. C'était en 2008.

Nous avons eu beaucoup de réunions de travail avec l'association des pêcheurs pour voir quel village est le plus sensible. On s'est arrêté sur Roches-Noires. De tels projets marchent mieux si on implique les gens

au lieu de s'imposer, explique Céline Mitemique.

réunions de sensibilisation ont été menées, surtout auprès des pêcheurs.

«De tels projets marchent mieux si on implique les gens.»

Quatre ans après, le projet a été répliqué à Anse-La-Raie. Avec la participation des habitants des Cap Malheureux, Calodyne et St François. Pour ce faire, une fois de plus des

communication avec eux, à travers une série de réunions. Pour qu'ils comprennent l'enjeu dans la protection des fonds marins.

On leur demande ce qu'ils

pensent. Quelles espèces de poissons ils pêchent ou pêchent moins. Par la suite, nous réalisons un constat du lagon», affirme Céline Mitemique. L'ONG Reef Conservation fait ensuite un Community Mapping. Cette carte indique où se trouvent les mangroves et les herbiers ou encore si les coraux sont en bonne santé. Ce sont là autant d'informations qui sont circulées aux pêcheurs pour qu'ils comprennent qu'il pourrait s'agir de zones à protéger. «Nous faisons un constat sur le terrain et nous décidons par la suite s'il s'agit de zones potentielles qui doivent être protégées.»

D'autre part, à Cap Malheureux, plusieurs pêcheurs ont suivi une formation de 250 heures de 2012 à 2014, avec différents modules axés sur les coraux, les herbiers ou encore les mangroves.

Dans le cadre de son projet à Anse-La-Raie, Reef Conservation a aussi permis d'allier la protection des fonds marins aux activités nautiques. Cela, avec l'aménagement d'un sentier sous-marin à Anse-La-Raie l'année dernière. Il s'agit d'un Snorkelling Trail sur une distance de 250 mètres, avec 3 m 50 de profondeur et deux bouées fixes pour amarrer des bateaux. Des bornes en ciment placées sous l'eau indiquent les espèces de poissons, les anémones et les coraux durs, entre autres. «Maintenant, il y a une quinzaine de bateaux qui s'arrêtent là», se réjouit Céline Mitemique.

Joëlle ELIX

Economie bleue

lexpress.mu
online. ontime.

Economie bleue: les défis face aux ambitions de l'Etat

2 Septembre 2015



Le port connaîtra un sérieux relooking avec la transformation de toute la zone entre Bain-des-Dames et Jin Fei.

Créer 25 000 postes jusqu'en 2019 grâce à l'économie bleue, secteur qui a été jusqu'ici sous-exploité. Telle est l'ambition affichée du gouvernement. L'*Indian Ocean Rim Association* tient d'ailleurs le mercredi 2 et le jeudi 3 septembre une conférence consacrée à l'économie océanique dans la région. Scientifiques et hommes d'affaires, entre autres, débattront des possibilités qu'offre ce secteur appelé à devenir un pilier de l'économie locale.

Cependant, plusieurs contraintes pratiques et financières jonchent la route qui mène vers l'économie bleue. Elles ne sont pas insurmontables pour autant. Cela prendra du temps et de l'argent. Zoom sur quelques-uns de ces obstacles.

INFRASTRUCTURES

Des 3 000 bateaux qui s'arrêtent à Port-Louis, environ 1 000 sont des bateaux de pêche. *«Ils viennent pour les réparations, le réapprovisionnement, entre autres, et pour l'instant, nous sommes bien équipés mais pour un plus grand nombre de bateaux, il faut agrandir le port, faire le 'bunkering', les quais et plus de facilité de transbordement»*, dit Daroomalingun Mauree, ancien directeur de la pêche.

Ramalingum Maistry, président de la *Mauritius Ports Authority* (MPA), confirme que développer le port est incontournable. Les autorités misent,

28

dans un premier temps, beaucoup dessus car ce sont les activités portuaires qui généreront le plus d'emplois et d'activités. Surtout avec la transformation de la zone Bain-des-Dames-Jin Fei.

Le port de pêche de Bain-des-Dames sera développé conjointement par les Chinois et les Indiens. À l'hôtel du gouvernement, l'on explique qu'une vingtaine de bateaux de pêche chinois exploiteront ainsi notre zone économique exclusive suite à un accord ratifié avec le gouvernement mauricien. Il y aura également une industrie de la transformation des produits de la mer

COMPETITIVITE

Il ne faut pas oublier les ports équipés de Singapour, d'Afrique du Sud et des Seychelles qui sont aussi bien situés géographiquement. Il faut donc augmenter la visibilité de Port-Louis et proposer de nouveaux services à des prix compétitifs qui pourraient attirer les bateaux.

Pour l'heure, comparer Port-Louis aux ports phares de la région comme celui de Durban (Afrique du Sud) ou celui de Singapour, c'est comparer une fourmi à un éléphant. Du moins en termes de taille.

À n'importe quelle heure du jour, il y a pas moins d'un millier de cargos dans le port de Singapour, indiquent des données sur les activités de la *Marine and Port Authority* de Singapour. Toutes les 2/3 minutes, un bateau touche ou quitte le port de ce pays.

Singapour n'est pas producteur de carburant. Et pourtant en 2013, toujours selon les statistiques de la *Marine and Port Authority* de Singapour, son secteur d'avitaillement (bunkering) a permis de manipuler quelque 42 millions de tonnes de carburant, soit le volume de 17 000 piscines olympiques réunies.

Les ports de Singapour et de Durban se situent sur des trajectoires stratégiques de l'itinéraire de la marine marchande. Cependant, ce positionnement géographique n'aurait pas eu d'effet si les gouvernements de ces deux pays n'avaient pas investi massivement dans des projets de développement portuaire.

«On ne peut pas parler de compétitivité de Maurice comparativement à ces ports phares de la région», indique Gupta Gopaul, président de l'Association des Transitaires de l'île Maurice. *«Pour atteindre un niveau de développement portuaire comme on l'a vu soit à Durban soit à Singapour, il aurait fallu que les autorités s'asseyent autour d'une même table et parlent un même langage.»*

La position géographique de Maurice ne fait pas de Port-Louis un sérieux concurrent pour des ports phares de la région. Le port est en effet éloigné des lignes maritimes internationales. Qu'à cela ne tienne, le défi consistera à surmonter certains obstacles.

MAIN-D'ŒUVRE

Le facteur temps est important, le moins de temps un bateau reste bloqué à quai, le mieux c'est pour l'armateur. Pour offrir un service rapide, il faut une main-d'œuvre qualifiée et des équipements modernes. Le secteur étant en expansion, il faut une formation afin d'assurer un meilleur service.

SECURITE

Le problème de la piraterie est plus ou moins contrôlé même s'il n'est pas éliminé : *«S'il y a trop de piraterie dans la région les bateaux de pêche ne viendront pas, c'est important de mettre des ressources pour la surveillance»*, fait ressortir Daroomalingun Mauree. Pour cela nous avons le patrouilleur Baracuda et le programme de la Commission de l'océan Indien pour la surveillance dans la région.

FINANCEMENT

Pour développer le port et d'autres secteurs de l'économie bleue, comme la biotechnologie ou la pharmaceutique, il faut attirer l'investissement. Les investisseurs prendront-ils le risque de venir vers un petit marché comme Maurice ? *«Nous avons de gros compétiteurs qui ont le potentiel»*, dit un consultant en *sustainable development*. Selon lui, il faut des partenariats avec des pays tels que Dubayy, Singapour, entre autres.

PRIX DU CARBURANT

Le prix du carburant à Maurice serait à près de 60 % plus cher qu'à Singapour et en Afrique du Sud. De quoi décourager les bateaux à s'arrêter à Port-Louis.

Des données obtenues auprès des sources proches du gouvernement, il ressort que le prix le plus bas d'une tonne de carburant à Maurice est supérieur de \$84 du prix pratiqué par Singapour, qui est de \$291 par tonne. L'écart entre le prix le plus élevé d'une tonne de carburant à Maurice, soit \$468, est supérieur de \$171,5 du prix pratiqué à Durban, soit \$269,5.

<http://www.lexpress.mu/article/268171/economie-bleue-defis-face-aux-ambitions-letat>

Le Matinal du 03/09/2015



Les pays de l'Océan Indien se penchent sur l'économie bleue

3 septembre 2015

La première conférence ministérielle de l'Indian Ocean Rim Association (IORA) sur l'économie bleue se tient depuis mercredi jusqu'à ce jeudi 3 septembre à l'hôtel Le Méridien à Pointe-aux – Piments (Maurice). L'objectif de cet événement est de définir une feuille de route sur le sujet.



Les ressources de l'océan, une richesse pour des îles comme La Réunion.

La pêche et l'aquaculture, l'énergie océanique renouvelable, les ports et le transport maritime ainsi que l'exploration du fond de mer et les minéraux sont les quatre thèmes majeurs débattus entre les membres de l'IORA (Indian Ocean Rim Association), composé de l'Australie, Bangladesh, Comores, Inde, Indonésie, Iran, Kenya, Madagascar, Malaysia, Maurice, Mozambique, Oman, Seychelles, Singapour, Afrique du Sud, Sri Lanka, Tanzanie, Thaïlande, Emirats arabes unis et du Yémen.

Définir conjointement un nouveau modèle

Cette conférence réunie près de 300 délégués étrangers de 26 pays de l'IORA ainsi que des partenaires et experts locaux des secteurs public et privé, dont le but est mettre en place un modèle économique basé sur l'économie bleue afin de créer des emplois et instaurer un développement

durable dans les pays de la zone. Dans le cadre d'une coopération régionale, les pays membres feront part de leurs expertises, de leurs faiblesses et points forts, ainsi que de leurs besoins, afin de créer une « communauté active d'institutions de recherche, universités », auxquels s'ajoutent les secteurs public et privé, indique le quotidien mauricien Le Matinal.

Pour Firdaus Dahlan, un des directeurs du secrétariat de l'Indian Ocean Rim Association, ces thématiques sont les priorités de demain pour l'ensemble des pays et surtout « l'économie bleue est l'avenir de plusieurs pays, particulièrement de ceux de l'océan Indien. » Firdaus Dahlan a expliqué au journal mauricien, L'Express, au « on doit façonner l'avenir de l'économie océanique et identifier les besoins des pays membres », pour cela « on doit engager le dialogue. La majorité des pays membres de l'IORA sont en développement. On n'a pas les moyens nécessaires pour développer le potentiel ».

Economie bleue, secteur clé

Les océans couvrent 72 % de la surface de la planète, 8 % de la population mondiale (540 millions de personnes) vit de la pêche et de l'aquaculture, et l'Indianocéanie est l'un des 34 points chauds de la biodiversité mondiale.

Raison pour lesquelles, l'économie bleue apparaît comme un secteur clé pour les pays de l'IORA et la Commission de l'Océan Indien, qui a consacré une partie de ses débats sur ce modèle économique lors du Sommet de la COI à Madagascar, en mai. Dès 2014, James Michel, président des Seychelles assurait que l'océan « regorge d'énormes richesses qui en font une grande zone d'intérêt géostratégique ». Ces riches exploitées « représenteront de réelles perspectives de développement économique de la région ». « Notre océan pourrait être notre nouvel eldorado énergétique, d'opportunités d'emplois », avait-il assuré. D'autant que le commerce mondial des produits de la pêche représente près de 136 milliards de dollars (2013) et 3,5 millions d'emplois dans la région dans le secteur de l'exploitation et le commerce des produits issus des pêcheries. Précurseur de l'économie bleue, Gunter Pauli, ancien président d'Ecover, a initié des solutions alternatives, réellement non polluantes, rentables, et créatrices d'emploi. Ce dernier a mis en exergue l'économie bleue qui allie les principes de l'écologie industrielle avec l'innovation de la biomimétique

<http://www.temoignages.re/economie/les-pays-de-l-ocean-indien-se-penchant-sur-l-economie-bleue,83708.html>

Pêche

The IOC halts octopus fishing

The fishing of octopus in the southern lagoons has been halted for a period of two months in an effort to allow the reproduction of this species whose population has reduced significantly according to scientific observations.

The 'Smartfish Programme' run by the Indian Ocean Commission (IOC) has called for a temporary cease of octopus fishing from 10 August till 10 October this year. The areas where the programme is being implemented span from Le Morne to Souillac, from where we get over a quarter of the island's octopus catch.

The initiative will help allow the octopus population in the south

to increase both in number and size. According to the IOC, the two-month period is also the perfect time for octopuses to hatch.

The fishermen of the southern region have been invited to participate in the Community Resource Observer programme in which they will be posted in different areas where they will keep a watch on the sea and report any illegal activities. A *Komite Vilaz Ourit* will also be set up to monitor the project in all the southern coastal villages.

This project follows a similar initiative in Rodrigues, where octopus fishing was stopped for a certain period in 2012 to allow the population to regenerate in the lagoon. ■



English news magazine [issue n° 160] < Local news



Les thoniers français s'ouvrent aux observateurs africains

02/09/2015

Paris, 2 sept 2015 (AFP) - Pour faciliter l'observation scientifique et la surveillance des bonnes pratiques de pêche, les pêcheurs français de thon tropical embarquent désormais des observateurs africains spécialement formés, issus des pays côtiers des zones où se pratique la pêche.

Le comité de pilotage de ce programme se réunit mardi et mercredi à Concarneau (Finistère), deux ans après le lancement de l'initiative. Le

thon tropical, le plus consommé au monde, se pêche dans l'Atlantique et l'océan Indien, par des navires-congélateurs utilisant des sennes, d'immenses filets entourant les bancs de poissons. Une pêche « industrielle » pour les Ong, qui y voient une menace pour la bonne santé des stocks de thons.

Face à ces critiques, les navires doivent depuis une dizaine d'années embarquer des observateurs scientifiques, mais seulement sur 10 % de leurs campagnes de pêche. En outre, sur les bateaux français, les observateurs étaient français.

L'idée du programme Ocup, lancé en 2013 par l'organisation Orthongel, qui regroupe les trois producteurs français de thon congelé, est d'augmenter le nombre de ces observateurs, et surtout de les faire venir des pays africains voisins des zones de pêche. Les 22 thoniers-senneurs français ne pêchent pas uniquement dans les eaux internationales, mais aussi dans celles de plusieurs pays côtiers africains, en vertu d'accords de pêche qui prévoient la possibilité pour les Etats riverains de faire embarquer des observateurs. Face à « une pression internationale qui commençait à monter » sur ce point, Orthongel a décidé « d'anticiper », explique son directeur Michel Goujon.

En collaboration avec l'Institut de [recherche](#) et de développement (Ird), Orthongel a donc financé ces deux dernières années la formation d'une trentaine d'Ivoiriens, Sénégalais, Mauriciens, Comoriens, Malgaches et Seychellois, aux profils variés mais en lien avec le domaine maritime. Pour garantir l'indépendance des recrues, la formation a été dispensée par Oceanic Développement, une filiale du groupe spécialisé dans l'inspection et la vérification Bureau Veritas. Au menu : réglementation sur la pêche, identification des espèces, saisie de données scientifiques... Résultat : aujourd'hui, tous les thoniers français en Atlantique embarquent des observateurs.

RESPECTER LA RESSOURCE

Ils sont « à 75 % Africains et 25 % Français », ce qui a permis d'établir une relation de « confiance » avec les pays côtiers, assure Michel Goujon. D'autant qu'une bonne moitié des marins sur les thoniers français sont africains. A bord, il n'y a d'ailleurs eu que des « querelles anecdotiques » entre marins et observateurs, constate l'Ivoirien Justin Amandé,

coordinateur régional du programme. « Au départ, les pêcheurs n'étaient pas habitués à ce type d'observateurs, ils les voyaient comme des surveillants ou des contrôleurs. Puis ils ont compris qu'ils n'étaient pas là pour leur mettre des bâtons dans les roues », raconte Justin Amandé. Les observateurs ne sont pas là pour surveiller et sanctionner l'application de quotas de pêche, qui n'existent pas pour le thon tropical (contrairement au thon rouge), mais avant tout pour recueillir des données scientifiques.

<http://www.terre-net.fr/actualite-agricole/france-local/article/les-thoniers-francais-s-ouvrent-aux-observateurs-africains-203-112668.html>



Protection des mangroves: Les constructions illicites continuent

3 septembre 2015

Hier, la Commune Urbaine de Mahajanga a dû intervenir pour la destruction d'une maison construite illicitement. Comme les autres communes de Madagascar, la ville de la côte-ouest œuvre aussi dans la lutte contre les constructions illicites.

L'intervention d'hier revêt une importance particulière car la construction en question se trouvait sur une zone protégée. En effet, un particulier a décidé de construire une maison d'habitation dans les mangroves alors que le site est protégé depuis des années.

Pour le cas de Mahajanga, notons que la population exploite les mangroves à 90% que ce soit pour en faire des bois de chauffe ou pour le bois de charpente des habitations. Etant donné que la coupe des bois de mangroves constitue de l'argent facile, cet écosystème est particulièrement en danger. Pour le cas de Mahajanga, il ne s'agit pas seulement d'empêcher les constructions illicites ou la déforestation car les mangroves de cette région sont surexploitées avec la commercialisation des crabes. Selon une étude récente effectuée par le programme SmartFish, Madagascar dispose de 325000 ha de mangroves qui représentent un potentiel de production halieutique importante, notamment de ces crabes à raison de 7 500 à 8 000 tonnes par an, avec une production actuelle de 3 500 tonnes annuelle. Malheureusement, ce précieux écosystème subit des menaces importantes comme la

dégradation du fait de l'homme et le changement climatique. La conservation de cet écosystème transitoire entre les milieux marins et terrestres a plusieurs utilités, notamment environnementales, mais aussi économiques et sociales. En effet, les communautés riveraines vivent des ressources puisées au cœur de ces forêts de mangroves et la disparition de ces dernières revient à mettre en danger tout une filière, voire même toute une région. Pourtant, la restauration des mangroves n'est pas chose compliquée. Il suffit de semer des graines. Il va sans dire que la restauration est vaine tant qu'il n'y a pas de texte spécial en vue de la protection des mangroves pour sanctionner les personnes prises en délit d'exploitation des mangroves.

Y. Lomelle

http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=48795:protection-des-mangroves-les-constructions-illicites-continuent&catid=42:societe&Itemid=109